

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 19/10/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PRO A PRO**

ZI ALBASUD  
1419 AV ITALIE  
82000 Montauban

N° Chrono : SR/2023-1284  
Code AIOT : 0006804603

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 dans l'établissement PRO A PRO implanté ZAC Albasud 1419 avenue d'Italie 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur les entrepôts.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRO A PRO
- ZAC Albasud 1419 avenue d'Italie 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006804603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PRO A PRO exploite à Montauban – ZAC Albasud un entrepôt de stockage de produits alimentaires secs et frais (conserves, soupes, sauces, lait, plats cuisinés, boissons, alcools, etc.) et de produits d'hygiène (produits d'entretien, articles ménagers papier) sous la rubrique 1510 à

enregistrement.

La société PRO A PRO est autorisée par arrêté préfectoral du 10/03/08.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Etat des stocks, risque incendie, risque foudre

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « lettre de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	MOYENS INCENDIE	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 13	/	Sans objet
6	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 15	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	ETAT DES STOCKS	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 1-4	/	Sans objet
2	STOCKAGE DES MATIERES DANGEREUSES	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 8	/	Sans objet
3	CONDITIONS DE STOCKAGE	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 9	/	Sans objet
4	EAUX D'EXTINCTION INCENDIE	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 11	/	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 23	/	Sans objet
8	VERIFICATION Foudre	Arrêté Ministériel du 12/10/2023, article 21	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est globalement bien entretenu ; toutefois, il est attendu de la part de l'exploitant des actions de mise en conformité concernant le risque incendie (installations électriques, moyens incendie).

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : ETAT DES STOCKS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 1-4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, ETAT DES STOCKS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiabiles combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre</p>

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, qui fait apparaître la quantité et le type de matières stockées dans les 3 cellules, avec les rubriques ICPE associées ainsi que les mentions de dangers. Le jour du contrôle, une quantité de 3932 tonnes de matières combustibles relevant de la rubrique 1510 est stockée sur l'ensemble des 3 cellules, répartie en 3382 tonnes de "produits secs" et 550 t de "froid". L'état des matières stockées est accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement. L'inspection a pu consulter une fiche de données de sécurité (FDS) qui s'est avérée conforme à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : STOCKAGE DES MATIERES DANGEREUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, STOCKAGE DES MATIERES DANGEREUSES
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.
<b>Constats :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule. Le site est composé de 3 cellules d'environ 6000 m2 chacune. L'exploitant stocke dans les cellules 1 et 2 les matières "épicerie", la 3ième cellule étant séparée en 3 sous-cellules où sont stockées séparément les matières "entrepôt frigorifique", les lessives et les alcools (essentiellement du vin).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : CONDITIONS DE STOCKAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, HAUTEUR DES STOCKAGES
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière ligne de stockage se situe à une hauteur de 8.40 m, la hauteur de faîtage est de 11 m, ce qui permet d'avoir une distance suffisante selon l'exploitant pour assurer un bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Concernant la hauteur de stockage pour les matières dangereuses, elle n'est pas limitée du fait de la présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés et du fait de la contenance des récipients inférieure ou égale à 30 litres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : EAUX D'EXTINCTION INCENDIE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, RETENTION DES EAUX INCENDIE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a estimé au moyen du guide D9A un volume d'eau à confiner égal à 1 117 m3.</p> <p>Il prévoit de récupérer ce volume dans les zones de quais (1 481 m3 disponibles) ainsi que dans le bassin de régulation de 700 m3. L'actionnement à distance de vannes motorisées permet d'isoler le réseau d'eaux pluviales du site et de couper le relevage du bassin.</p> <p>La qualité de ces eaux est contrôlée avant rejet dans le milieu naturel. Si celle-ci ne permet par un rejet à l'égout, les eaux polluées sont enlevées par pompage par une société spécialisée et traitées.</p> <p>De plus, les 3 cellules de stockage sont positionnées sur rétention, ce qui offre une capacité supplémentaire de confinement de 540 m3 à l'intérieur du bâtiment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MOYENS INCENDIE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul> <p>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le</p>

dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie sur le site a été estimé par l'exploitant, selon l'instruction technique D9, à 540 m <sup>3</sup> pour 2 heures d'intervention sur une cellule en feu. Ce volume est fourni par la réserve de 300 m <sup>3</sup> disponible dans le bassin d'orage de 700m <sup>3</sup> et par le poteau incendie installé à l'entrée de l'entrepôt.  <b>L'exploitant doit s'assurer que le débit de ce poteau incendie est capable de délivrer au minimum 240 m<sup>3</sup> sur 2 heures.</b>  Le fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est vérifié tous les 6 mois par la société ENGIE. Un essai de vérification du fonctionnement du sprinklage est réalisé hebdomadairement.  Le personnel du site est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés, à l'évacuation du site. Le dernier exercice qui a eu lieu en décembre 2022, a consisté à l'évacuation du personnel. L'inspection indique à l'exploitant qu'il serait pertinent d'organiser aussi un exercice incendie avec la présence du SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôles sur les installations électriques a été réalisé le 07 février 2023 par la société SOCOTEC. Le rapport fait état d'une non-conformité qui a fait l'objet d'un devis auprès de la société MONTELEC. <b>L'exploitant doit lever cette non-conformité dans les plus brefs délais.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2023, article 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'exploitant a commencé à travailler sur l'élaboration d'un plan de défense incendie (PDI) .

L'inspection rappelle à l'exploitant que la mise en place d'un PDI est applicable à compter du 31 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

#### N° 8 : VERIFICATION FOUDRE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2023, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification complète
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Une vérification complète a été réalisée le 30 août 2022 par la société 1G FOUDRE. Ce rapport conclut que l'installation de Protection contre la foudre du site PRO A PRO à MONTAUBAN (82) est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet